

Le très honorable Mark Carney
Premier ministre du Canada
80 rue Wellington
Ottawa, ON

Monsieur le Premier Ministre,

Nous vous écrivons en tant qu'anciens ambassadeurs, hauts-commissaires et consuls généraux du Canada, qui ont fièrement œuvré à la promotion de ce qui sont de longue date les valeurs et intérêts canadiens, au sein d'un ordre mondial qui respectait la loi internationale, ainsi que les droits et la dignité de tous les peuples. Aujourd'hui, à Gaza, nous sommes profondément préoccupés par le mépris total de ces principes, alors que le monde assiste aux déplacements massifs, aux bombardements aveugles, à la famine des civils palestiniens à Gaza de même qu'aux violentes attaques menées par des colons extrémistes en Cisjordanie.

Nous comprenons le profond impact qu'ont eu les actes brutaux et criminels commis par les militants du Hamas le 7 octobre 2023, sur les familles et la société israélienne, et nous soutenons fermement la libération immédiate de tous les otages. Le Canada a toujours été un fervent défenseur de l'État d'Israël. Toutefois, cela ne peut inclure une dispense lui permettant de renoncer à ses responsabilités en vertu du droit international humanitaire, de protéger les civils. Si Israël persiste dans cette voie, nous craignons qu'il ne perde son rang au sein de la communauté internationale, mettant ainsi en péril la sécurité et l'avenir du peuple israélien. Nous sommes fermement convaincus que seul un règlement politique permanent peut amener une sécurité durable pour les Israéliens et les Palestiniens, et qui ne peut débiter que par un cessez le feu immédiat.

Le 21 juillet, la ministre Anand s'est jointe à 24 autres ministres des Affaires étrangères pour demander à Israël de « se conformer à ses obligations en vertu du droit international humanitaire » à protéger les civils. Confronté à une famine imminente, le gouvernement israélien a procédé à des concessions mineures mais insuffisantes afin d'augmenter l'acheminement de l'aide tout en continuant de

bombarder et de tuer des civils. Très Honorable Premier ministre, nous vous appuyons pleinement lorsque le 25 juillet vous avez déclaré que « le refus de fournir une aide humanitaire constitue une violation du droit international » et que « le contrôle israélien de la distribution de l'aide doit être remplacé par une fourniture à part entière d'aide humanitaire, effectuée par les organisations internationales ». Ce sont des paroles fortes, qui doivent être accompagnées d'actions fortes.

Pour exercer une pression additionnelle sur Israël et le Hamas afin de finaliser un cessez-le-feu, ramener les otages chez eux en toute sécurité, assurer l'accès et la protection aux organisations humanitaires internationales pour acheminer la nourriture et les médicaments et que tous les civils aient leur droits et protection sous la Loi internationale humanitaire, nous proposons que :

1. Le Canada continue de refuser l'acheminement de l'aide par le *Gaza Humanitarian Foundation* ou l'utilisation dangereuse du parachutage, et insister pour qu'Israël autorise sur une base durable, un accès total et sécurisé aux agences internationales et onusiennes, y compris l'UNRWA, afin qu'elles puissent acheminer l'aide humanitaire par le réseau routier existant.
2. Le Canada se joigne aux autres États membres de l'ONU pour exiger une action du Conseil de sécurité de l'ONU et, en cas de veto, demander une session d'urgence de l'Assemblée générale de l'ONU afin d'utiliser les pouvoirs discrétionnaires de l'Assemblée générale sous l'article 12 de la Charte des NU, et la résolution 377 (V) « Union pour le maintien de la paix », pour établir une mission de l'ONU afin de surveiller un cessez-le-feu, tout en créant un corridor humanitaire sécurisé.
3. Le Canada utilise les pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi sur les licences d'exportation et d'importation ainsi que la Loi sur les mesures économiques spéciales, pour mettre en œuvre un embargo réciproque sur l'ensemble du matériel et composants militaires destinés à Israël, incluant ceux qui transitent par des pays tiers, tout en renforçant l'application de la réglementation financière et les sanctions criminelles pour interrompre et geler tout flux de financement illégal vers le Hamas ou d'autres groupes terroristes.

4. Le Canada notifie à Israël son intention de suspendre l'accord de libre-échange Canada-Israël si le pays continue de manquer à ses obligations en matière de Droit international humanitaire, tout en imposant d'urgence, des restrictions commerciales sur toutes les exportations d'Israël provenant des territoires occupés illégalement.
5. Le Canada considère sérieusement la possibilité d'étendre les règlements actuels de la Loi sur les mesures économiques spéciales pour inclure des personnes directement impliquées ou facilitant les l'occupation illégale dans les territoires occupés.
6. Le Canada réaffirme son respect et son soutien aux institutions clés qui défendent un ordre international basé sur des règles juridiques, notamment la Cour internationale de justice et la Cour pénale internationale.

Bien que l'urgence doive être donnée aux priorités que sont la cessation des hostilités et la protection des civils, nous devons aussi commencer à mettre en place les conditions d'une paix durable. Nous accueillons chaudement la participation de la ministre Anand à la récente Conférence de haut niveau des NU portant sur le règlement pacifique de la question palestinienne où elle a clairement mis en évidence que la position canadienne sur la solution à deux états telle qu'établie de longue date, est « la seule voie viable pour une paix durable entre palestiniens et israéliens ». Toutefois, les innombrables destructions et morts à Gaza de même que l'accroissement des violentes attaques menées par des colons israéliens extrémistes en Cisjordanie, portent une atteinte sérieuse à la viabilité d'un État palestinien.

Nous croyons que le temps est venu pour le Canada de se joindre aux 147 autres pays (bientôt 148 avec la France) ayant reconnu l'État de Palestine. La reconnaissance de la Palestine par le Canada renforcerait notre engagement soutenu pour le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, et notre rejet de toute tentative de déplacement ou d'expulsion de Palestiniens. Elle créerait un espace politique nécessaire pour préparer le terrain à un processus sérieux de négociation bilatérale. Plus important encore, elle indiquerait clairement qu'Israël, dont le gouvernement actuel s'oppose activement à la création d'un État palestinien, n'a pas le droit de veto sur la reconnaissance de la Palestine.

En même temps, nous devons encourager les Palestiniens à bâtir une nouvelle vision pour la Palestine, qui exclut le terrorisme et la violence, tout en reconnaissant à Israël le droit d'exister en paix et en sécurité. Le Canada devrait s'engager activement avec les dirigeants palestiniens modérés et pacifiques, ainsi que les institutions démocratiques, pour qu'ils soutiennent ce processus.

En tant qu'anciens diplomates ayant une considérable expérience, nous sommes prêts à soutenir notre gouvernement à jouer, un rôle actif et fondé sur des principes, pour mettre fin à ce terrible conflit, doublé d'une tragédie humanitaire, et ce, dans la perspective d'une paix juste et durable.

Respectueusement,

Les signataires suivants sont des anciens ambassadeurs, hauts-commissionnaires, consuls généraux, chefs de mission adjoints ou/et représentants permanents canadiens ayant été accrédités dans les missions suivantes : (par ordre alphabétique).

Jon Allen

Israël, Espagne, Andorre, Saint-Siège

John R. Anderson

Conseil de l'Atlantique Nord

Ruth Archibald

Maldives, Sri Lanka, Afrique du Sud, Maurice, Namibie, Lesotho, Eswatini (anciennement Swaziland), Barbade, Dominique, Montserrat, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Grenade, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie

Gaston Barban

Australie, Afrique du Sud, Namibie, Lesotho, Maurice, Madagascar

John P. Bell

Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Burkina-Faso, Brésil, Malaisie

Roderick Bell

Jordanie, Arabie saoudite, Bahreïn, Yémen (République du), Oman

Eric Bergbusch

Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, Tanzanie, République démocratique allemande, Pologne

Keith Bezanson

Bolivie, Pérou

Anna Biolik

Kazakhstan, Kirghizistan (République de), Tadjikistan (République de), Mongolie

Angela Bogdan

Yougoslavie, Sri Lanka, Maldives

Jean-Pierre Bolduc

Ghana, Togo, Congo (République démocratique du), Congo (Brazzaville), Sénégal, Cabo Verde, Guinée, Guinée-Bissau, Gambie

Yves Boulanger

Mali, Ethiopie, Djibouti

Alan Bowker

Guyana, Suriname, Croatie, Kosovo

Marc-André Brault

Égypte, Afrique du Sud, Lesotho, Eswatini (anciennement Swaziland), Maurice, Namibie

Kerry Buck

Conseil de l'Atlantique Nord

Brian Buckley

Minneapolis

Alexandra Bugailiskis

Syrie, Chypre, Cuba, Pologne, Italie, Albanie, Malte, Saint-Marin, Programme alimentaire mondial, Fonds international de développement agricole, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Ian Burchett

Hong Kong, Macao

Perry Calderwood

Venezuela, Sénégal, Cabo Verde, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Nigeria, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Sao Tomé-et-Principe, Pakistan, Cuba

Phil Calvert

Laos, Thaïlande, Cambodge

Joseph Caron

Chine (République populaire de), Corée (République populaire démocratique de), Mongolie, Japon, Bhoutan, Inde, Népal

Anne Charles

Bolivie, Pérou, Zimbabwe, Angola, Botswana, Mozambique

Chantal Chastenay

Liban

Caroline Chrétien

Nigéria, Fidji, Kiribati, Nouvelle-Zélande, Tonga, Samoa, Tuvalu

Raymond A.J. Chrétien

Burundi, Congo (République démocratique du), Rwanda, Congo (Brazzaville), Mexique, Guatemala, Luxembourg, Belgique, États-Unis d'Amérique, France

Keith Christie

Cuba, Mexique

William L. Clarke

Brésil, Suède, Estonie, Lettonie, Lituanie, Malaisie, Soudan du Sud (République du), Philippines, Liechtenstein, Suisse, Guinée

Nicholas Coghlan

Soudan du Sud (République du)

Robert Collette

Philippines, Liechtenstein, Suisse

Paul-André Collin

Guinée

David B. Collins

Bulgarie, Moldavie, Roumanie, Pakistan, Malaisie, Somalie, Kenya, Ouganda, Nations Unies (Nairobi), Burundi, Érythrée, Rwanda, Soudan du Sud (République de)

Rene Cremonese

Cameroun, République centrafricaine, Gabon, Zimbabwe, Botswana, Angola

William Crosbie

Afghanistan

Heather Cruden

Bangladesh, Pakistan

Allan Culham

El Salvador, Guatemala, Venezuela, Organisation des États américains

Glenn Davidson

Syrie, Afghanistan

Adriaan De Hoog

Berlin

Ferry de Kerckhove

Pakistan, Indonésie, Timor-Leste, Égypte

David Devine

Guyana, Suriname, Viet Nam (République socialiste f)

Brian Dickson

El Salvador, Guatemala, Organisation des États américains

David Drake

Égypte

André Dubois

Qatar, Guinée

Jean-Marc Duval

Azerbaïdjan (République du), Géorgie (République de), Turquie (République de),
Turkménistan, Colombie,

Mark Entwistle

Cuba

Nicholas Etheridge

Bangladesh

Marc Faguy

Ghana, Bénin, Libéria, Togo, Cameroun, République centrafricaine, Tchad,
Guinée équatoriale, Gabon, Sao Tomé-et-Principe

Ian C. Ferguson

Liban, Nigéria

Patricia Fortier

République dominicaine, Pérou, Bolivie

Louise Fréchette

Argentine, Paraguay, Uruguay, Nations Unies (New York), Secrétaire général adjoint des Nations Unies

Réjean Frenette

Burundi, Rwanda, Congo (République démocratique du), Congo (Brazzaville), Nigeria, Suisse, Bénin, Liechtenstein

Patricia Fuller

Uruguay, Chili, Changement climatique

Émile Gauvreau

Bangladesh, Myanmar, Niger, Côte d'Ivoire, Libéria, Bénin

Marie Gervais-Vidricaire

Autriche, Organisations internationales (Vienne), Allemagne (République fédérale d')

Barbara Gibson

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

Raphael Girard

Macédoine du Nord (République de), Yougoslavie, Bulgarie, Roumanie, Moldavie

Stanley E. Gooch

Costa Rica, El Salvador, Nicaragua, Panama, Honduras, Inde, Népal, Mexique,

John Graham

Suriname, Guyana, Venezuela, République dominicaine

Chris Greenshields

Ramallah, Israël

Susan Gregson

Shanghai

Marius Grinius

Viet Nam (République socialiste de), Corée (République populaire démocratique de), Corée (République populaire démocratique de), Nations Unies (Genève), Conférence des Nations Unies sur le désarmement

Louis Guay

Gabon, Guinée équatoriale, Sao Tomé-et-Principe

Pierre Guimond

Hongrie, Slovénie, Bosnie-Herzégovine

Robert Hage

Hongrie, Slovénie

Sam Hanson

Croatie, Bosnie-Herzégovine, Soudan

Lisa Helfand

Hongrie, Bosnie-Herzégovine, Slovénie, Pays-Bas, Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

Kathryn Hewlett-Jobes

Belize, Îles Turques-et-Caïques, Îles Caïmans, Bahamas, Jamaïque

Robin Higham

Maroc

James K Hill

Mozambique, Costa Rica, Nicaragua, Honduras

Daniel Hobson

Bahreïn, Oman, Arabie saoudite, Yémen (République de)

John Holmes

Jordanie, Irak, Timor-Leste, Indonésie, Association des nations de l'Asie du Sud-Est, Géorgie (République du), Azerbaïdjan (République de), Turquie (République de), Turkménistan, Philippines

Deanna Horton

Viêt Nam (République socialiste du)

Margaret Huber

République tchèque, Slovaquie (République slovaque), Pakistan, Jordanie, Irak

David Hutchings

Soudan, Bosnie-Herzégovine

Rod Irwin

Trinité-et-Tobago, Albanie, Bulgarie, Fédération de Russie, Hongrie, Slovénie, Croatie, Arménie, Ouzbékistan

Sigrid Johnson

Congo (République démocratique du), Congo (Brazzaville)

Bruce Jutzi

République tchèque, Slovaquie (République slovaque)

Norbert Kalisch

Chili

Deirdre Kent

Norvège

Jeremy Kinsman

Azerbaïdjan (République de), Fédération de Russie, Géorgie (République de), Arménie, Biélorussie (République de), Kazakhstan, Kirghizistan (République de), Tadjikistan (République de), Turkménistan, Ouzbékistan, Italie, Malte, Saint-Marin, Albanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union européenne

Richard Kohler

Brésil

Gwyneth Kutz

El Salvador, Argentine, Paraguay, Pérou, Bolivie Panama

Patricia Langan-Torell

Panama

Christian Lapointe

Équateur

Suzanne Laporte

Bénin, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Brésil

Benoît-Pierre Laramée

Congo (République démocratique du), Congo (Brazzaville), Cameroun

Louise Larocque

Kosovo, Croatie

Cécile Latour

Viêt Nam (République socialiste du)

Gilbert Laurin

Nations Unies (New York), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Gaetan Lavertu

Colombie, Équateur, Allemagne (République fédérale d'), Mexique, Vice-Ministre des affaires étrangères, du commerce et du développement

Anne Leahy

Cameroun, Tchad, République centrafricaine, Pologne, Fédération de Russie, Arménie, Biélorussie (République de), Ouzbékistan, Région des Grands Lacs en Afrique, Saint-Siège

Louise Leger

Panama, Costa Rica, Nicaragua, Honduras

Allan Lever

Arabie saoudite, Yémen (République arabe), Yémen (République démocratique populaire de), Yémen (République du)

Michèle Lévesque

Guinée-Bissau, Cabo Verde, Gambie, Mauritanie, Sénégal, Côte d'Ivoire, Niger, Bénin, Liberia, Maroc, Mauritanie, Union africaine, Djibouti, Ethiopie

Peter Lloyd

Trinité-et-Tobago, Seattle

Julie Loranger

Espagne, Cuba

Marc Lortie

Chili, Paraguay, Espagne, Andorre, France, Monaco

Victor Lotto

Venezuela, République dominicaine

Ken Macartney

Suède

Melvyn MacDonald

Oman, Arabie saoudite, Bahreïn, Yémen (République du), Malaisie

Kathleen Mackay

Taiwan

David Malone

Nations Unies (New York), Inde, Bhoutan, Népal, Secrétaire général adjoint des Nations Unies

Ginette Martin

Congo (République démocratique du), Congo (Brazzaville)

Tim Martin

Argentine, Paraguay, Colombie, Kandahar, Ramallah

Barry Mawhinney

Tchécoslovaquie, Irlande, Corée (République du)

Carolyn McAskie

Sri Lanka

Stuart McDowall

Émirats arabes unis

Peter McGovern

Italie, Malte, Saint-Marin, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Programme alimentaire mondial, Fonds international de développement agricole, Albanie

Donald McMaster

Niger, Côte d'Ivoire, Libéria

Rob McRae

Conseil de l'Atlantique Nord

Paul Meyer

Nations Unies (Genève), Conférence des Nations Unies sur le désarmement

Michael Molloy

Jordanie

John Morrison

Monténégro, Serbie, Lettonie, Estonie, Lituanie

Scott Mullin

Somalie, Iran

Lilly Nicholls

Panama, Bangladesh

Olivier Nicoloff

Belgique, Luxembourg

John Noble

Grèce, Suisse, Liechtenstein

Sabine Nölke

Pays-Bas, Organisation pour l'interdiction des armes chimiques

Henri-Paul Normandin

Nations Unies (New York), Haïti

Brian Northgrave

Uruguay

Brian Oak

Équateur

Robert Orr

Comores, Seychelles, Tanzanie, Zambie

Louise Ouimet

Burkina-Faso, Mali

Michel Perrault

Algérie, Corée (République de), Tchad, Cameroun, République centrafricaine

David Plunkett

Union européenne

Louis Poisson

Gabon, Sao Tomé-et-Principe, Congo (Brazzaville), Guinée équatoriale

Christopher Poole

Irak, Bahreïn, Koweït, Émirats arabes unis, Oman, Qatar, Haïti

Donica Pottie

Cambodge, Thaïlande, Laos, Cambodge, Jordanie

Claire A. Poulin

Lettonie, Lituanie, Estonie, El Salvador, Uruguay

Robert Ready

Jamaïque, Îles Caïmans, Îles Turques-et-Caïques, Bahamas

Penny Reedie

Nouvelle-Zélande, Kiribati, Tonga, Fidji, Samoa, Tuvalu

Philippe Rheault

Guangzhou, Chongqing

Barbara Richardson

Bangladesh, Angola, Botswana, Zimbabwe, République tchèque

Gilles Rivard

Haïti, Nations Unies (New York)

Andrew Robinson

Jordanie, Ukraine

Dominique Rossetti

Soudan, Tchad, Érythrée

Isabelle Roy

Mali, Algérie

Guy Saint-Jacques

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Chine (République populaire du)

Virginie Saint-Louis

Mali

Jules Savaria

Burkina-Faso, Cameroun, République centrafricaine, Tchad, Burkina-Faso

Darren Schemmer

Ghana, Togo

John Schram

Sierra Leone, Ghana, Togo, Soudan, Libéria, Ethiopie, Djibouti, Erythrée, Zimbabwe, Mozambique, Angola, Botswana

Jon J. Scott

Bangladesh

Sandelle Scrimshaw

Ghana, Bénin, Libéria, Togo, Montserrat, Anguilla, Barbade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Afrique du Sud, Maurice, Namibie, Lesotho, Eswatini (anciennement Swaziland)

Chris Shapardanov

Finlande

Scott Slessor

Afghanistan, Chandigarh

John Sloan

Arménie, Fédération de Russie, Ouzbékistan

Donald W. Smith

Croatie, Saint-Siège

Judith St George

Malaysia

Lisa Stadelbauer

Botswana, Zimbabwe, Angola, Kenya, Nations Unies (Nairobi), Rwanda, Somalie, Burundi, Ouganda, Israël

Mario Ste-Marie

Taiwan

Hugh Stephens

Taiwan

Allan Stewart

Venezuela

Peter Sutherland

Arabie saoudite, Yémen (République d'), Inde, Népal, Philippines

Carmen Sylvain

Maroc, Mauritanie, Colombie

John Tennant

Détroit,

Richard Têtu

Islande

Lillian Thomsen

Saint-Pétersbourg

Christopher Thomson

Émirats arabes unis

Douglas Valentine

Colombie, Yémen (République arabe populaire), Yémen (République démocratique populaire du), Arabie saoudite

Gordon Venner

Iran

Caterina Ventura

Brunei (Darussalam)

Louis Verret

Mali, Niger

David Viveash

Libye

Alexandra Volkoff

Suède

Otch Von Finckenstein

Équateur, Brunei (Darussalam)

John Weekes

Nations Unies (Genève), Organisation mondiale du commerce (Genève)

Michael Welsh

Barbade, Dominique, Grenade, Antigua-et-Barbuda, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Montserrat, Anguilla, Îles Vierges britanniques

Christopher Westdal

Bangladesh, Myanmar, Afrique du Sud, Lesotho, Eswatini (anciennement Swaziland), Conférence des Nations Unies sur le désarmement, Ukraine, Nations Unies (Genève), Conférence du désarmement des Nations Unies, Fédération de Russie, Arménie, Ouzbékistan, Irlande

David J.S. Winfield

Guatemala, Mexique

F. Ian Wood

Bahreïn, Koweït. Qatar. Émirats arabes unis, Oman

Jim Wright

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du

Robert G. Wright

Nord Nouvelle-Zélande, Fidji, Tonga, Tuvalu, Kiribati, Samoa, Japon, Chine (République populaire de), Mongolie

Janet Zukowsky

Anguilla, Montserrat, Barbade, Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines